

Ousmane Niang (chargé de programme de la Fondation Rosa Luxembourg) « La croissance ne peut faire oublier les droits socio-économiques »

«Le contexte mauricien, c'est comme notre zone pilote, un laboratoire où toutes les conditions sont réunies pour engager des discussions importantes tant sur le plan des droits sociaux économiques, que tout ce qui touche à l'économie, et autres questions qui nous sont dictées aujourd'hui.»

Qu'est qui vous amène chez nous ? Quel est intérêt de l'île Maurice pour la fondation Rosa Luxembourg qui œuvre pour la promotion des droits humains en Afrique ?

La fondation Rosa Luxembourg est présente au niveau de l'Afrique Australe bien sûr. Nous sommes actuellement présents dans six pays : Botswana, Namibie, Zimbabwe et Afrique du Sud où est basé notre bureau. On vient de démarrer au Mozambique et nous sommes présents à Maurice depuis 2011.

Notre intervention au niveau de Maurice se résume au fait que nous avons constaté, dans le cadre de notre analyse de la situation sous régionale, un certain bouillonnement, un foisonnement au niveau du mouvement social. L'essentiel de nos partenaires est issu de ce mouvement de gauche des organisations qui défendent ces idéaux-là.

Nous percevons Maurice comme un terrain où, véritablement, on constate que certaines organisations ont certes des vellétés, mais n'ont pas toujours les capacités à mener certaines batailles. Cependant, elles ont quand même cette envie de changer les choses. N'oublions pas que Maurice fait partie de l'Afrique australe où l'on constate, ces dernières années, une croissance économique avec tous ses corollaires et son impact sur la société.

A Maurice, nous avons vu, récemment, au niveau de l'industrie sucrière, que des organisations comme celles des « petits planteurs » se plaignent de traitements injustes. Il y a aussi des initiatives par rapport à la dépossession des terres (passé et présent) et beaucoup de problèmes au niveau écologique. Tout cela a des impacts graves sur la société. C'est ce qui nous incite à être en contact avec des organisations de Maurice, notamment avec l'Organisation CARES avec laquelle nous travaillons depuis 2011. Avec CARES, nous tentons, à travers des activités d'éducation politique, parce tel est notre mode opératoire d'interaction, de donner les aptitudes aux individus de pouvoir analyser le contexte social et essayer d'élaborer des idées et développer une certaine synergie pour les mettre en action.

Tous ses aspects ont suscité l'intérêt de la fondation pour Maurice. Il est vrai aussi que c'est un pays auquel nous accordons beaucoup d'importance, au vu de son importance économique et du rôle qu'il joue dans la région.

Vu d'Afrique, comment vous perçoit-on l'île Maurice ?

C'est une perception généralement idéaliste. Quand tu parles de l'île Maurice, même avec des gens avertis, on pense toujours que c'est le paradis en Afrique ! Il y a rien à y faire, tout est beau, tout est idyllique ! Cela fait rêver.

Je pense que tant que les gens n'auront pas l'occasion de venir sur place, ils ne pourront constater ce qui s'y passe. Il y a toujours cette idée, d'un lieu paradisiaque où tout est beau, tout est parfait. Donc, où il n'y a pas de problème.

Vous-même, en tant que membre d'une organisation qui s'occupe du développement, que savez-vous



Ousmane Niang
géographe passionné du développement

Ousmane Niang est Sénégalais. Il est chargé de programme au niveau du bureau régional pour l'Afrique australe de la fondation Rosa Luxembourg. Géographe de formation, il travaille pour la fondation depuis plus de quatre ans. Il est en charge des questions de démocratie participative, des questions de droits humains et de justice sociale. D'abord affecté en Afrique de l'Ouest, il est depuis deux ans basé au bureau régional pour l'Afrique

de l'île Maurice. Votre analyse de la situation ?

Dans le cadre de notre analyse situationnelle au niveau de la sous-région australe, nous constatons que parmi les six pays qui nous concernent, il n'y a que le Zimbabwe et le Mozambique où, sur le plan économique, prévaut une situation assez délétère. Par contre, dans les quatre autres pays nous voyons une croissance économique qui amène beaucoup d'investissements.

Avec la situation de crise que nous subissons tous

aujourd'hui, il faut reconnaître que l'Afrique fait partie des zones les plus menacées. Nous constatons que beaucoup de sociétés, d'entreprises étrangères, tentent d'occuper les pays africains pour essayer d'acquiescer leurs ressources naturelles ou multiplier les investissements qui, souvent, ne tiennent pas compte des conditions de vie des populations.

Cela se matérialise alors par un accroissement du chômage, beaucoup plus de pauvreté, d'inégalités sociales. Avec ces phénomènes d'accumulation des terres, Maurice n'est pas épargné. D'une certaine façon, c'est à peu près la même situation que l'on vit, tant ici qu'en Afrique du Sud.

Une même situation au plan économique fait que la même situation prévaut un peu partout. Les mêmes difficultés subsistent. La même situation de pauvreté existe et, de ce point de vue, il est important d'agir et de trouver des solutions.

Dans le cadre du travail entrepris sur les alternatives, nous pensons qu'après l'analyse du contexte et l'élaboration des idées, la troisième phase est la plus déterminante, celle concernant la mise en œuvre. Et nous percevons que le contexte mauricien, au vu de sa géographie, a la possibilité d'aller vers l'élaboration d'une alternative nouvelle. Ce qui pourrait, dans une certaine mesure, donner des résultats qui pourront par la suite servir dans d'autres pays où nous essayons d'intervenir.

Comme quoi, nous concevons le contexte mauricien, comme notre zone pilote, un laboratoire où nous pensons que, véritablement, toutes les conditions sont réunies pour engager des discussions assez importantes. Cela doit se faire sur le plan des droits sociaux économiques, de tout ce qui touche à l'économie, de toutes ses questions qui nous sont dictées aujourd'hui.

Votre évaluation de la situation des droits de l'homme à Maurice et dans la région Océan Indien et austral, vu de la fondation Rosa Luxembourg ?

Je pense, certes, qu'il y a eu des progrès, mais c'est très insuffisant. Si vous observez le cas de l'Afrique du Sud, on voit que, parfois les enjeux économiques entraînent des situations de violence extrême. Quand bien même il y a des progrès, c'est encore très insuffisant au niveau social des pays de la zone. Je pense que, de ce côté-là, Maurice n'est pas épargné.

Les conditions de vie deviennent très difficiles, tant au niveau des travailleurs que de la population en général. Ce démontre qu'il y a énormément de choses à faire. Il faut d'abord renforcer la compréhension et la connaissance, donner les aptitudes à comprendre ce que sont les droits civiques et ensuite initier des actions de promotion des droits humains. C'est ce qui motive la fondation à avoir ce partenariat avec l'organisation DIS-MOI qui, nous le pensons, dispose de l'expérience nécessaire et des outils pour mener ce débat de fond.

Au niveau de Maurice, il faut tenter, je ne dirais pas de réveiller, mais de susciter certaines discussions pour que les gens se rendent compte de la situation et prennent les mesures qu'il faut pour essayer d'améliorer la situation.

Propos recueillis par Ajai Daby

Formation

Les Droits humains en action

«VIVRE, C'EST LUTTER...»
Victor Hugo

Cela y est, les premiers cours de formation en droits humains ont commencé samedi 16 novembre au centre Eddy Norton, Rose-Hill. Ces cours sont dispensés en collaboration avec la municipalité de Beau-Bassin-Rose-Hill et Dis-MOI (océan indien).

Il échet au président Ajai Daby d'accueillir la trentaine de participants à cet atelier de formation (dont une douzaine de femmes au foyer et une douzaine d'étudiants) et d'expliquer les objectifs. Lindley Couronne devait par la suite brosser un historique des droits 'past, present and future' : «100 000 d'humanité, mais seulement deux siècles d'éveil aux droits humains. Et encore la déclaration universelle des droits humains n'a été adoptée qu'en 1948 par les Nations unies...» Parmi les thèmes élaborés : les droits humains dans l'actualité quotidienne, les violations des droits humains et les voies de recours (protection), conflits entre droits humains et autres principes (religion, morale, coutume), les droits sociaux économiques; les instruments juridiques des droits humains : déclarations, conventions, protocoles; le rôle des Nations unies dans la protection et la promotion des droits humains.

Interrogée, Belinda, femme au foyer, est radieuse :



«J'ai beaucoup appris, malgré mon grand âge. Il y a tant de choses que j'ignorais, par exemple sur les pouvoirs d'intervention de la police, l'usage de la violence et de la coercition; les droits et devoirs des enfants (abusés), des personnes âgées. Un sujet qui nous touche particulièrement nous, les parents. Je me ferai un devoir de diffuser et de partager avec d'autres ce que j'ai appris, ce premier jour.» Kurt, étudiant, se dit emballé « par la masse d'informations vulgarisées en trois heures de formation ». «Cela nous aidera certainement à progresser dans nos vies. Je ne raterai certainement pas les trois autres semaines. D'autant plus qu'il est prévu que nous assistions aussi à une séance de PQ et PNQ au Parlement dans le cadre de cette formation.»

J.L.M.

DISMOI s'implante à Rodrigues

Une délégation de l'organisation DIS-MOI (Droits humains-Océan indien) sera à Rodrigues du 22 au 26 novembre 2013 en vue de mettre sur pied une branche rodriguaise de DIS-MOI. La mission sera dirigée par Lindley Couronne, directeur. Elle rencontrera à cet effet plusieurs acteurs de la société civile et des jeunes. DIS-MOI animera aussi une conférence, en collaboration avec la Rodrigues Government Employees Association (RGEA), sur le thème : « Les droits humains : passé, présent et perspectives » le samedi 23 Novembre à l'Indépendance House de Mont Lubin de 10 heures à midi.

EDITO Children's Rights



Anousha

Duva has a huge responsibility to protect our children under the aegis of this Convention. The rights of the child are respected and implemented in various ways by Governing and Parastatal bodies dedicated to look after the welfare of the child.

This is the bright side of the story. The darker side has a more sinister note. Violence is taken to a whole new level nowadays, such as mental abuses that children are faced with, pressure from parents and teachers to give satisfactory performances and being bullied by their own peers. The pressure is so high, that if children cannot

Universal Children's Day has been celebrated on the 20th of November. This year, the theme is 'Stop Violence against Children'. The type of violence that one would immediately relate to is physical violence - the most common one being corporal punishment. How well are we protecting our children from violence?

This phenomenon is increasing at an alarming rate. Being a signatory of the UN Convention of the Rights of the child, Mauritius

keep up, they can fall behind and the trauma of not being part of a desired group creates a generation of psychologically disturbed children, for they cannot understand where they truly belong if expectations are not met. While parents want A+ results, teachers are unable to provide children with an adequate education. As for peers, children are often the worse enemies of other children. Bullying is the new trend. A trend that is often overlooked, unless children show scars of this violence physically.

If most children manage to grapple their way through these pressures, do they really emerge as a whole individual? Are we preparing them for life or are we creating broken individuals? As adults, we should realise that children are not to be underestimated. They do not need us to teach them, they need us to guide them through life, mainly when they are at a vulnerable stage. We do protect them, but do we protect them from the very same adults who thrust upon children responsibilities that they cannot handle? Respecting children's rights is one thing, but upholding them is another. I think that it is high time that we see the world through their eyes, learn from them and protect them from their fears. Children happen to be the best teachers when it comes to life lessons. Let's hope that Universal Children's Day created the right awareness: of a safe world for our children. It starts with you.

DIS MOI
Droits humains Océan Indien

DIS-MOI (Droits Humains-Océan Indien) est une organisation non-gouvernementale qui aide à promouvoir la culture des droits humains dans la région du Sud-Ouest de l'océan Indien, notamment les Seychelles, Maurice, Rodrigues, Madagascar et les Comores. Fondée en 2012, l'organisation milite pour la défense et l'enseignement des droits humains.

DIS-MOI, ARCADES RITTOO, ROSE-HILL
TEL.: 5 4404501 - info@dismoi.org

DISCLAIMER

Les informations contenues dans ces deux pages n'engagent que l'association DIS-MOI (Droits Humains Océan Indien) et les intervenants. La reproduction, la diffusion et/ou la distribution de ces informations ne sont pas autorisées sans la permission de DIS-MOI.